



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/SR.61
3 juillet 2000

Original : FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 61ème SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 20 avril 2000, à 15 heures

Président : M. SIMKHADA (Népal)

SOMMAIRE

DÉCLARATION DE Mme BÉNITA FERRERO-WALDNER, PRÉSIDENTE EN EXERCICE
DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE

EXAMEN DES PROJETS DE RÉOLUTION ET DE DÉCISION SE RAPPORTANT
AU POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

RATIONALISATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la Commission seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.00-13443 (F)

La séance est ouverte à 15 h 15.

DÉCLARATION DE Mme BÉNITA FERRERO-WALDNER, PRÉSIDENTE EN EXERCICE DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE

1. Mme FERRERO-WALDNER (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe - OSCE), rappelant que l'année 2000 marque le 25^{ème} anniversaire de l'Acte final d'Helsinki, dit que les normes et les mécanismes de l'OSCE dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales, autrement dit ce que l'on appelle aujourd'hui sa "dimension humaine", n'ont cessé d'être renforcés. Lors du Sommet d'Istanbul de l'OSCE, tenu en novembre dernier, les dirigeants des États participants ont réaffirmé leur engagement à veiller au plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment des droits des minorités, reconnaissant ainsi à la fois le rôle important que joue désormais l'OSCE dans ce domaine et la nécessité d'agir face aux nombreuses violations des droits de l'homme qui continuent d'être commises dans toute la région de l'OSCE, en particulier dans les zones de conflits.
2. La présidence autrichienne de l'OSCE est convaincue que le renforcement de la société civile constitue l'élément central de la dimension humaine des politiques de sécurité. À cet égard, elle tient à rendre hommage aux organisations non gouvernementales (ONG) pour leur action en faveur des droits de l'homme, de la démocratie et de la primauté du droit. La protection des défenseurs des droits de l'homme est l'un des nombreux objectifs que l'OSCE partage avec la Commission des droits de l'homme.
3. L'OSCE attache une importance particulière à la lutte contre la torture. Les peines et les traitements inhumains infligés aux personnes détenues restent fréquents, y compris dans la région de l'OSCE. Ce problème a été analysé lors d'une réunion spéciale tenue à Vienne le mois précédent, avec la participation active de nombreuses ONG, où l'on a notamment défini des bonnes pratiques, destinées à servir de recommandations concrètes aux États ainsi qu'à l'OSCE et ses institutions.
4. L'OSCE cherche également à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à mettre fin à la violence contre les femmes et les enfants ainsi qu'à leur exploitation sexuelle. Elle a prévu de tenir dans le courant de l'année à Vienne une autre réunion spéciale, consacrée au problème de la traite des êtres humains.
5. En ce qui concerne les droits de l'enfant, l'OSCE accorde une attention particulière à la situation des enfants impliqués dans les conflits armés ou touchés par ceux-ci. C'est pourquoi elle a décidé de consacrer son séminaire annuel sur la dimension humaine aux enfants dans les conflits armés. Elle a par ailleurs entrepris de coopérer étroitement avec le Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants, avec le Président du CICR, l'UNICEF et le HCR.
6. Tout comme d'autres organisations régionales telles que l'OUA et l'OEA, l'OSCE a fait de la protection et de la réintégration des personnes déplacées une de ses priorités. Elle entend s'appuyer dans ce domaine sur les travaux du Représentant du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays. La troisième réunion sur la dimension humaine sera consacrée aux migrations et aux déplacements internes.

7. Enfin, l'OSCE s'efforce de promouvoir et de garantir la libre circulation de l'information au moyen notamment de médias indépendants et soutiendra divers projets visant à aider les médias de petite et de moyenne taille et à renforcer leur rôle en matière de prévention des conflits.

8. Un certain nombre de situations de crise portent atteinte aux droits de l'homme en Europe et en Asie centrale. Dans le nord du Caucase, le violent conflit qui déchire la Tchétchénie a eu des conséquences dramatiques. Mme Ferrero-Waldner a pu s'en rendre compte par elle-même lors de sa visite dans cette région ainsi qu'en Ossétie du Nord et en Ingouchie. Elle a été bouleversée par l'étendue des ravages et par les souffrances endurées par la population civile, notamment les innombrables personnes déplacées (essentiellement des femmes et des enfants) qui luttent pour leur survie. En ce qui concerne les allégations de violations des droits de l'homme, elle a appuyé les demandes formulées notamment par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme et a insisté auprès des autorités russes pour qu'elles fassent en sorte qu'une enquête indépendante soit rapidement effectuée et que les auteurs de ces violations soient traduits en justice. L'OSCE, en collaboration avec le Conseil de l'Europe et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, fournira des conseils et des services d'experts au représentant du Président russe chargé de la question des droits de l'homme en Tchétchénie. Le Président et le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie ont assuré Mme Ferrero-Waldner que le Groupe d'assistance de l'OSCE pourrait reprendre ses activités en Tchétchénie et établir un bureau à Znamenskoje en vue de suivre la situation des droits de l'homme, d'apporter un appui aux organisations humanitaires, d'aider à la mise en place de structures civiles et d'institutions démocratiques et de contribuer aux efforts de relèvement. Le Groupe d'assistance a également un rôle politique important à jouer, dans la mesure où il sera impossible de parvenir à un règlement durable du conflit sans dialogue avec les représentants tchétchènes.

9. Dans les Balkans, la collaboration entre l'Organisation des Nations Unies et l'OSCE au Kosovo, à la fois étroite et complexe, a pris une dimension unique. Les deux organisations entendent renforcer encore leur coopération sur le terrain afin que toutes les dispositions de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité soient appliquées. L'enregistrement de la population civile au Kosovo devrait démarrer rapidement. La préparation des élections prévues en octobre constitue une entreprise difficile qui devra être soutenue par l'ensemble de la communauté internationale. Dans le domaine des droits de l'homme, il s'agit à la fois d'enquêter sur les violations passées et de prévenir de nouvelles violations. L'OSCE suit en outre de près la situation au Monténégro, où le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme est représenté. En Bosnie-Herzégovine, le Haut-Commissariat et la Mission de l'OSCE travaillent ensemble au renforcement de la démocratie, de la primauté du droit, de la société civile et du respect des droits de l'homme. L'année sera cruciale pour la Bosnie-Herzégovine, dont la population devra commencer à prendre en main son avenir. Encouragée par la multiplication des rapatriements en 1999, l'OSCE s'est notamment donné comme objectif de faciliter et d'accélérer les retours des réfugiés et des personnes déplacées en 2000.

10. En Asie centrale, des missions de l'OSCE sont chargées d'examiner la situation des droits de l'homme dans chacun des cinq pays de la région et de mettre au point des projets concrets visant à soutenir la société civile, à renforcer l'indépendance et l'impartialité des autorités judiciaires et à garantir des procédures régulières. L'OSCE est préoccupée par le harcèlement dont sont victimes les défenseurs des droits de l'homme et les dirigeants de l'opposition politique,

notamment au Kirghizistan, au Turkménistan et au Tadjikistan. Les missions sur le terrain constituent l'une des forces de l'OSCE. Leur mandat couvre les activités relatives aux droits de l'homme, qu'il s'agisse de contrôler le respect des engagements de l'OSCE dans ce domaine ou de renforcer les capacités locales et la société civile.

11. Il importe que toutes les organisations internationales intègrent ainsi les droits de l'homme à leurs activités au service de la paix, de la sécurité et du développement et coopèrent en vue de garantir ensemble le respect des normes relatives aux droits de l'homme universels dans le monde entier. C'est essentiellement par l'intermédiaire du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme que l'OSCE a établi de telles relations de travail, à la fois formelles et informelles, avec diverses organisations internationales, et en particulier avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Aucune organisation ne peut faire face seule aux nombreux problèmes complexes qui se posent. C'est pourquoi la présidence de l'OSCE s'efforce de renforcer les liens entre cette organisation et l'ONU, au moyen notamment de contacts plus réguliers. Comme l'a déclaré le Secrétaire général, le XXI^e siècle doit être celui de la prévention des conflits et des violations des droits de l'homme. Comme elle s'est engagée à le faire lors du Sommet d'Istanbul, l'OSCE luttera pour que chaque être humain soit à l'abri de la peur et du besoin dans la région de l'OSCE et dans le monde entier.

EXAMEN DES PROJETS DE RÉOLUTION ET DE DÉCISION SE RAPPORTANT AU POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR (E/CN.4/2000/L.59, L.60 et L.61)

Projet de résolution E/CN.4/2000/L.59 (Traite des femmes et des petites filles)

12. M. LAPATAN (Philippines), présentant le projet de résolution, dit que la traite des êtres humains est devenue la troisième source de revenu après les armes et la drogue des organisations criminelles, grâce aux possibilités offertes par la mondialisation. Les femmes et les petites filles sont les plus exposées à cette forme moderne d'esclavage. Une action concertée des gouvernements et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales est donc plus que jamais urgente pour y mettre fin. C'est dans cet esprit qu'a été élaboré le projet de résolution à l'examen, qui bénéficie d'un large appui puisque 59 délégations s'en sont portées coauteurs.

13. Le représentant des Philippines signale que plusieurs amendements ont été apportés au texte du projet depuis qu'il a été déposé. Après le quatrième alinéa du préambule, il a été inséré un nouveau texte ainsi conçu : "Se félicitant du consensus auquel a donné lieu le projet de protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, et de l'adoption de la Convention de l'Organisation internationale du Travail sur les pires formes de travail des enfants,". Le neuvième alinéa du préambule a été remplacé par le texte suivant : "Reconnaissant la nécessité d'étudier les effets de la mondialisation sur le problème de la traite des femmes et des petites filles,". Enfin, à la fin du paragraphe 12, il a été convenu d'ajouter après le mot "2001", le membre de phrase suivant : "qui sera axée sur la question de la traite".

14. La délégation philippine espère que, comme les années précédentes, le projet de résolution sera adopté sans vote.

15. Mme IZE-CHARRIN (Secrétaire de la Commission) annonce que la Norvège, la Thaïlande, l'Azerbaïdjan, Israël, la Croatie, le Liechtenstein, le Nicaragua, l'Argentine, le Portugal, l'Érythrée, la Belgique, l'Uruguay, le Burundi, l'Inde, l'Irlande, le Ghana, l'Italie, la Finlande, l'Allemagne, la France et le Libéria se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

16. M. ZIVKOVIC (Secrétariat) indique que le projet de résolution à l'examen n'aura pas d'incidences financières.

17. Le projet de résolution E/CN.4/2000/L.59, tel qu'il a été révisé, est adopté sans vote.

Projet de résolution E/CN.4/2000/L.60 (L'élimination de la violence contre les femmes)

18. M. RUECKER (Canada), présentant, au nom de ses coauteurs, le projet de résolution, dit qu'aux termes de ce projet la Commission se félicite du rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et décide de renouveler son mandat. Elle souligne par ailleurs que les États ont l'obligation concrète de promouvoir et de protéger les droits fondamentaux des femmes et d'agir avec la diligence voulue pour prévenir toutes les formes de violence contre les femmes.

19. Le représentant du Canada annonce que deux modifications ont été apportées au texte. La première consiste à remplacer la fin du paragraphe 3, après les mots "vie privée", par le texte suivant : "ce qui inclut notamment la violence dans la famille, les crimes commis au nom de l'honneur, les crimes passionnels, les pratiques traditionnelles préjudiciables aux femmes, y compris les mutilations génitales de la femme, et les mariages forcés;". La seconde consiste à ajouter après le paragraphe 3 un nouveau paragraphe, libellé comme suit : "Affirme que la violence contre les femmes constitue une violation des droits fondamentaux et des libertés fondamentales des femmes et empêche partiellement ou totalement celles-ci de jouir de ces droits et libertés;". La délégation canadienne espère que, comme par le passé, le projet de résolution sera adopté par consensus.

20. Mme IZE-CHARRIN (Secrétaire de la Commission) annonce que les États ci-après se sont portés coauteurs du projet de résolution : Allemagne, Arménie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Colombie, Équateur, Guinée équatoriale, Irlande, Israël, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Maurice, Mongolie, Philippines, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Slovénie, Suède, Tunisie, Uruguay et Zambie.

21. M. ZIVKOVIC (Secrétariat) dit que les activités liées au renouvellement du mandat de la Rapporteuse spéciale proposé dans le projet de résolution, soit trois voyages à Genève, deux missions sur le terrain et l'assistance temporaire d'un fonctionnaire du secrétariat, entraîneraient des dépenses estimées à 44 800 dollars par an. Des crédits ayant été prévus à cet effet dans le budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001, aucune ressource additionnelle ne sera nécessaire pour cette période. Les ressources nécessaires au titre de l'exercice 2002-2003 seront inscrites dans le projet de budget-programme pour cette période.

22. Le projet de résolution E/CN.4/2000/L.60, tel qu'il a été révisé, est adopté sans vote.

Projet de résolution E/CN.4/2000/L.61 (Prise en compte des droits fondamentaux des femmes dans tous les organismes du système des Nations Unies)

23. M. TAPIA (Chili), présentant, au nom de ses coauteurs, le projet de résolution, a reçu un large soutien de la part de tous les groupes régionaux, ce qui montre que la question des droits des femmes est une préoccupation universelle. Il définit des tâches précises pour le système des Nations Unies et témoigne de la détermination des États Membres à continuer d'œuvrer à l'élimination des causes de la discrimination contre les femmes. Le représentant du Chili espère que le projet de résolution sera adopté par consensus.

24. Mme IZE-CHARRIN (Secrétaire de la Commission) annonce que les États ci-après se sont joints aux auteurs du projet de résolution : Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Burundi, Croatie, France, Israël, Libéria, Liechtenstein, Maurice, Slovaquie, Tunisie, Turquie et Zambie.

25. M. ZIVKOVIC (Secrétariat) indique que le projet de résolution à l'examen n'aura pas d'incidences financières.

26. Le projet de résolution E/CN.4/2000/L.61 est adopté sans vote.

27. Le PRÉSIDENT dit que la Commission a ainsi achevé l'examen du point 12 de son ordre du jour.

RATIONALISATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION (point 20 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/2000/112, 114, 120, 122 et 123; E/CN.4/2000/CRP.1; E/CN.4/1999/104; E/CN.4/1999/WG.19/2 et 3; E/CN.4/Sub.2/1999/47)

28. M. QUESADA INCHAUSTEGUI (Pérou) dit que sa délégation appuie pleinement le rapport approuvé par consensus par le Groupe de travail sur le renforcement de l'efficacité des mécanismes de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/2000/112) et pense que le résultat obtenu est le fruit d'une large entente dont l'objectif est de rationaliser les procédures et d'améliorer la protection des droits de l'homme. La délégation péruvienne estime que la Commission devrait également approuver ce rapport par consensus.

29. La tâche du Groupe de travail a consisté à chercher des moyens permettant aux mécanismes non conventionnels de mieux protéger les droits de l'homme. Conformément à cet objectif, la délégation péruvienne a, dès le début des travaux, annoncé qu'elle soutiendrait les propositions visant à améliorer l'efficacité de la protection des droits de l'homme. De plus, les victimes devaient avoir l'assurance que les violations cesseraient et qu'elles seraient rétablies dans leurs droits. Par conséquent, il était nécessaire que dans le cadre de l'application des procédures spéciales et des méthodes de travail de la Commission, des critères soient prévus pour que les États puissent garantir ces droits, comme ils en ont l'obligation. En effet, il fallait d'une part apporter aux victimes une plus grande protection, et d'autre part donner aux États des moyens leur permettant de présenter, en temps opportun, le résultat de leurs investigations sur les allégations de violation à l'origine de l'action corrective ou préventive des mécanismes spéciaux. Cet aspect est d'autant plus important si l'on considère que conformément au droit international des droits de l'homme, la charge de la preuve incombe à l'État. C'est pourquoi il est capital que les rapports des rapporteurs, des experts indépendants et des groupes de travail, le déroulement de la procédure 1503, et les travaux de la Sous-Commission suivent une logique

d'"établissement des faits" c'est-à-dire de résultats vérifiables. Cette logique, propre à la protection des droits de l'homme, présente en outre l'avantage de dépolitiser les travaux de la Commission et les procédures spéciales.

30. La délégation péruvienne a également appelé l'attention du Groupe de travail sur l'utilité de la participation des organisations non gouvernementales dans tous les domaines d'application des procédures spéciales. Leur participation aux travaux du Groupe de travail lui-même s'est révélée extrêmement constructive. De l'avis de la délégation péruvienne, les résultats obtenus ont été positifs bien que toutes les attentes n'aient pas été satisfaites. Le consensus auquel on est parvenu est déjà en lui-même un élément positif. En effet, non seulement il donne aux décisions prises une totale légitimité mais il renforce également le principe fondamental de la coopération des États avec les procédures spéciales. Qui plus est, et c'est le plus important, les conclusions formulées s'inscrivent dans une logique et une dynamique positive de protection des droits de l'homme, dans tous les pays du monde quels que soient leur niveau de développement ou leur situation géographique. La délégation péruvienne accueille en particulier avec satisfaction les décisions adoptées au sujet des groupes de travail sur les disparitions forcées et sur les détentions arbitraires qui jouent un rôle très important.

31. Le représentant du Pérou rappelle que des résultats aussi positifs n'auraient pu être obtenus sans l'attitude constructive de tous les pays participants et en particulier sans la Présidente du Groupe de travail, Mme Anderson, dont l'intelligence, la détermination et l'honnêteté ont permis à des travaux qui avaient débuté dans une ambiance tendue de se dérouler dans un climat de confiance et d'aboutir à l'adoption d'un document consensuel.

32. M. LUKIYANTSEV (Fédération de Russie) dit que nul ne peut nier que le Groupe de travail a abouti à des résultats pleinement satisfaisants. Il a su travailler sur la base du consensus, ce qui était essentiel s'agissant du fonctionnement du principal organe de l'ONU en matière de défense des droits de l'homme, domaine où les divisions ne sont pas de mise. Prônant l'adoption par consensus du rapport (E/CN.4/2000/112) dans son intégralité, la délégation russe souscrit sans réserve à l'avis de la Présidente du Groupe de travail, selon lequel les conclusions du Groupe doivent être examinées comme un tout et elle se déclare une nouvelle fois opposée à l'idée, selon elle nuisible, consistant à rouvrir le débat en réexaminant certaines de ces conclusions.

33. M. TAPIA (Chili) dit que le Chili a participé activement au réexamen des mécanismes de la Commission, conscient de la nécessité de les améliorer non pas pour satisfaire les intérêts des gouvernements mais pour promouvoir, protéger et garantir les droits fondamentaux d'hommes, de femmes et d'enfants en chair et en os. Le Chili, qui a été le premier État pour lequel la Commission des droits de l'homme a désigné un rapporteur spécial, a dès le début compris qu'il devait relever le défi qui lui était ainsi lancé compte tenu de son histoire. Il convient de rappeler que, comme le reconnaît la doctrine juridique internationale, la surveillance du respect des droits de l'homme par la communauté internationale est légitime et ne constitue en aucune façon une ingérence dans les affaires intérieures d'un État. Lorsque des questions morales sont en jeu, il faut prendre parti et le Chili a su prendre le parti des victimes des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il est clair en effet que si les droits de l'homme n'étaient pas quotidiennement violés, il n'y aurait aucune raison de débattre de l'efficacité des mécanismes établis pour remédier à ces violations. Ces mécanismes ne constituent pas une fin en

soi, ce sont simplement des instruments mis au service des droits et des libertés d'êtres humains. Leur efficacité et celle de la Commission dépendent donc de la capacité de la communauté internationale à servir la cause de ces droits.

34. Le Chili accorde une grande valeur morale, juridique et politique aux travaux du Groupe de travail spécial et c'est la raison pour laquelle il n'est pas satisfait de ses résultats qui lui paraissent médiocres. En effet, le Groupe de travail a privilégié le consensus. C'est un effort louable mais on peut se demander si cela n'introduit pas le veto dans le système de protection et de promotion des droits de l'homme des Nations Unies avec tous les risques que cela peut comporter. Plusieurs aspirations ont été momentanément sacrifiées au consensus, notamment la reconnaissance de l'obligation morale et politique qu'ont les États Membres de l'ONU de coopérer avec les mécanismes de protection des droits de l'homme, la volonté de réagir efficacement face à l'absence flagrante de coopération qui est à l'origine des appels urgents, le respect strict du principe de l'indépendance des rapporteurs et des experts et la nécessité de renouveler les mécanismes et les organes subsidiaires, en particulier la Sous-Commission. Néanmoins, ces aspirations n'ont pas disparu et un jour viendra où elles seront inscrites dans un programme d'action qui incitera à faire de nouveaux efforts pour renforcer la mise en œuvre des libertés fondamentales et soulager les souffrances des victimes. C'est dans cet espoir que le Chili approuve le projet de décision qui a été présenté par le Président.

35. Fidèle à son idée de renouvellement, le Chili ne présentera pas sa candidature pour un quatrième mandat à la Commission afin de donner l'exemple. D'autres pays de sa région où la démocratie et le respect des droits de l'homme sont devenus des obligations juridiquement contraignantes peuvent et doivent faire entendre leurs voix à la Commission car tous les États ont des expériences à partager et l'expérience acquise en Amérique latine confirme que les droits de l'homme ne sont ni une utopie ni un simple instrument politique mais une noble cause dont la défense est gratifiante.

36. M. AKRAM (Pakistan) dit que le Groupe de travail, grâce aux efforts surhumains déployés par sa Présidente, Mme Anderson, pour concilier les diverses positions, est parvenu à un ensemble cohérent et acceptable de recommandations qui devront être appliquées dans leur intégralité. La délégation pakistanaise se félicite notamment de ce que le Groupe de travail ait réglé certains problèmes de doubles emplois et défini des principes pour la rationalisation des mécanismes de la Commission des droits de l'homme, notamment l'adoption d'une approche cohérente et des critères relatifs à la rationalisation des mandats. Elle regrette cependant que ces principes n'aient pas été suffisamment pris en compte pour décider, à la session en cours, des mandats à renouveler et à instituer.

37. Comme l'a fait observer le groupe des États ayant la même optique, la coopération telle qu'elle est définie au paragraphe 25 du rapport du Groupe de travail doit être encouragée dans le strict cadre de l'article 55 de la Charte : la coopération, en effet, ne saurait être imposée.

38. Considérant d'autre part que la Sous-Commission constitue, au sein du système, un réservoir sans pareil de compétences et de connaissances, la délégation pakistanaise approuve la décision du Groupe de travail tendant à ce que cet organe continue d'effectuer des études dans le domaine des droits de l'homme et de seconder la Commission. Elle espère coopérer avec la Sous-Commission pour définir des sujets d'étude. Soulignant par ailleurs l'efficacité de la

procédure 1503, qui tient à sa confidentialité, la délégation pakistanaise note que beaucoup au sein du Groupe de travail se sont dits favorables au maintien de la composition du Groupe de travail des communications et du Groupe de travail des situations de façon à bénéficier des compétences et des connaissances des experts proposés par la Sous-Commission ainsi que des avis des groupes régionaux.

39. Enfin, la délégation pakistanaise déplore vivement que le Groupe de travail n'ait pas proposé de mesures concrètes pour améliorer les méthodes de travail de la Commission et elle fait observer que les États membres de la Commission ont la responsabilité, non seulement vis-à-vis de leur gouvernement mais aussi à l'égard des autres Membres de l'ONU, de faire en sorte que les obligations que la Commission leur assigne soient définies à l'issue de discussions approfondies et ouvertes à tous.

40. Mme GLOVER (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), faisant une déclaration conjointe au nom de 46 autres pays (Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Botswana, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Croatie, Danemark, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Italie, Japon, Lettonie, Libéria, Lichtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maroc, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine), dit que ces derniers représentent tous les continents dans toute leur diversité. Le Groupe de travail sur le renforcement de l'efficacité des mécanismes de la Commission a montré combien il importait d'abattre les barrières géographiques, culturelles et politiques pour atteindre des objectifs importants au sein des Nations Unies, si souvent désunies.

41. Les délibérations du Groupe de travail n'ont pas toujours été faciles mais elles ont abouti néanmoins à des recommandations précises qui, si elles ne révolutionnent pas totalement le système des instruments et mécanismes dont la Commission dispose, les améliorent notablement. Il convient de citer notamment les décisions de fusionner les mandats de certaines procédures spéciales, d'établir une liste des candidats les plus qualifiés pour être chargés d'un mandat, qui serait mise à jour par le secrétariat, de renforcer, dans le cadre des appels urgents, la coopération entre les États et l'ONU, d'alléger la procédure 1503, de redéfinir le mandat de la Sous-Commission en raccourcissant la durée de sa session, de fixer des délais précis aux groupes de travail normatifs pour achever leur tâche en leur permettant de tenir des consultations intersessions, de renforcer le dialogue avec les représentants des procédures spéciales pendant les sessions de la Commission et de permettre à la Commission de tenir une réunion informelle en septembre afin d'assurer la continuité entre la Commission et l'Assemblée générale. Des progrès considérables ont également été réalisés en ce qui concerne les méthodes de travail de la Commission. Il a été convenu que la réforme de ces méthodes de travail ainsi que des mécanismes de la Commission serait un processus permanent. Enfin, de nombreuses délégations ont tiré d'importants enseignements de l'expérience du Groupe de travail, qui leur serviront dans l'avenir.

La séance est levée à 16 h 25.
